

kermesse de Serquigny : un succès confirmé



Malgré la météo, la traditionnelle kermesse aux étrennes organisée par les communistes de la section Risle-Charentonne a été une réussite.

Le matin, une foule attentive est venue rencontrer Jean-Luc Lecomte, conseiller régional, Christian Jutel, secrétaire départemental du PCF, et Yannick Lucas, secrétaire de la section PCF, lors

du animé par Rémi Bunel, conseiller municipal de Grosley-sur-Risle.

80 convives ont ensuite partagé le buffet du midi.

L'après-midi s'est poursuivie jusqu'à 16 h par la kermesse proprement dite.

Après avoir remercié Denis Saint-Thaurin secrétaire de la cellule de Serquigny, cheville ouvrière de cette kermesse et demandé à l'assistance d'avoir une pensée pour nos deux camarades Josette et Monique qui étaient très impliquées dans l'organisation de la kermesse. Rémi Bunel introduira le débat en soulignant : «... Le président de la République avait imaginé un remaniement gouvernemental après la défaite aux élections régionales. Depuis ce moment, tous ses actes ont eu pour objectif de droitiser sa politique déjà dure pour nous tous, afin de regagner les électeurs de son camp les plus réactionnaires qui s'était éloignés de lui. Les sollicitudes envers les plus fortunés, l'abrogation du droit à la retraite à 60 ans, la résistance au mouvement social, le puissant rabot appliqué aux investissements publics et sociaux, ont été parmi les choix les plus marquants.

Ce « nouveau » gouvernement sera donc un gouvernement de combat contre le monde du travail et pour lancer la campagne présidentielle. Et le dispositif intègre les élections cantonales à venir et la primauté de l'élection présidentielle qui se joue à deux tours.

Il s'agit donc pour la droite, le MEDEF et les forces du capital, d'un projet de reconquête à deux étages, ancré bien à droite, à ne pas prendre à la légère. Dans ces conditions, on se demande d'ailleurs comment le directeur du fonds monétaire international, qui va gérer les enjeux du G20 avec le président de la république, peut-il être candidat aux élections présidentielles pour le parti socialiste. Dans tous les cas, un grand défi est désormais posé à toute la gauche. Elle ne peut être victorieuse que si elle se met au service du monde du travail et des retraités, des jeunes et qu'elle élabore avec eux un vrai programme de changement.

Car cette société-la nous n'en voulons plus. Nous sommes déterminés à résister à cette politique, à la mettre dès maintenant en échec. En 2012, nous sommes déterminés à débarrasser notre pays de Sarkozy et de sa

politique. Notre détermination est toute aussi grande à construire cette alternative pour répondre aux besoins de notre peuple, c'est l'ambition que porte le parti communiste avec le front de gauche. Nous vous proposons de le faire ensemble.

Nous sommes des millions à vouloir retrouver un espoir en l'avenir, construire cette alternative, c'est possible si nous relevons ensemble ce défi, débattons élaborons le contenu des grandes réformes de progrès social dont notre peuple a besoin, un programme populaire et partagé.

Ce travail nous vous proposons de l'engager dès maintenant, parce que - comme sur les retraites - il faut que les salariés, les jeunes, et tous les citoyens s'emparent majoritairement des questions de fond.

Quelle société ? Pour qui ? Pour quoi ? Avec quels moyens financiers ? Quels moyens d'intervention démocratique ? Dans quelle Europe ? Voilà les questions qui sont devant nous... »

Ce succès de participation et les échanges lors du débat sont un encouragement pour les communistes de Risle-Charentonne à poursuivre leur travail de rassemblement et de construction d'un rapport de force politique autour d'un programme partagé par tous.

Une dynamique existe sur cette partie du département après le mouvement social de l'automne. Les communistes ont bien l'intention de convertir cette énergie en dynamique politique



Le comité de soutien à Gaëtan LEVITRE et Isabelle VIGUERARD pour les élections cantonales organise

UN APERO-JAZZ
avec Stefano MAGHENZANI, pianiste
VENDREDI 17 DECEMBRE

**Bar-Tabac « LE BALTO »
PONT-DE-L'ARCHE -
18H30**

**ECHANGE
MUSIQUE
CANTON
CONVIVIALITE
PROXIMITE**

**FRONT
DE GAUCHE**
CANTON DE PONT-DE-L'ARCHE

Soirée en présence
des candidats
ENEZ NOMBREUX

SOUSCRIPTION 2010 ...

vous avez encore quelques jours pour bénéficier du dégrèvement fiscal ...

Je tiens d'abord à remercier toutes celles et tous ceux qui - adhérent-e-s au PCF ou non - ont participé par leurs versements à donner les moyens financiers indispensables à notre fédération pour développer, faire connaître ses idées, prendre des initiatives ... et éditer deux fois par mois notre *Regards-sur-Eure*.

C'est un apport irremplaçable et il nous a permis par exemple de passer un cap difficile au début de cet été.

Vous le savez comme moi, la bataille contre la politique de Sarkozy et consorts est rude. Difficile aussi est celle d'œuvrer au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui aspirent à de vrais changements, donc les rendre acteurs et auteurs de propositions alternatives crédibles, donc qui s'attaquent au pouvoir de l'argent ...

Pour tout cela notre parti a besoin de moyens financiers, d'autant plus que se dessinent à l'horizon des échéances électorales telles les élections cantonales de 2011 qui, elles aussi, auront un coût.

En vous sollicitant à nouveau en cette fin d'année, je vous précise que pour bénéficier de la ristourne sur vos impôts 2010, vos versements doivent nous parvenir avant le 29 décembre. Merci à l'avance.

Didier COURBOT, trésorier départemental

Je verse €

NOM Prénom

Adresse.....

chèque à l'ordre de ADF-PCF, à envoyer à Fédération PCF27 - BP 855 - 27008 Evreux Cedex
(déduction fiscale de 66 %, un reçu vous sera adressé)

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340
Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - FAX 02.32.31.61.88 - www.pcf27@wanadoo.fr

À l'occasion
de ce dernier numéro
de l'année 2010
riche en événements,
manifestations, luttas dans notre
département, nous souhaitons de
bonnes fêtes de fin d'année
à toutes et à tous

retour de R/E dès la 1re semaine
de janvier 2011

REGARDS SUR L'EURE

N° 1412 du 15.12 au 05.01.11 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

Non, vous n'étiez pas le bienvenu, monsieur !

Non franchement, Monsieur le président, votre visite éclair ce mardi à Vernon n'était pas la bienvenue, qui plus est dans un département comme le nôtre où les emplois industriels sont sacrifiés par milliers sur l'autel du profit par vos amis du Fouquet's et d'ailleurs. Mais les eurois paient aussi un lourd tribut à votre politique de régression sociale, y compris à travers les suppressions d'emplois dans des services publics aussi vitaux que l'école et la santé...

C'est pour cette raison, entre autres, que les élu-e-s communistes de l'Eure n'ont pas participé à votre mascarade de rencontre, dite sur le terrain, qui se traduit toujours - et celle-ci n'a pas échappé à la règle - par des propos dignes de Merlin l'enchanteur...

Vous aviez donc choisi le thème de l'avenir de l'industrie aérospatiale en particulier, en visitant le site de la SNECMA, et plus généralement celui des emplois industriels.

Sur le premier point, l'industrie aérospatiale, vous annoncez un avenir possible avec le lancement d'une étude pour un nouveau lanceur « Ariane 6 », dont acte! Les salarié-e-s de ce secteur de pointe dans l'Eure et plus largement dans notre région ne peuvent que réagir positivement en ajoutant : enfin nous avons été entendus... mais que de temps perdu... et affaire à suivre de près !

Sur le second, les emplois industriels en général, vous avez été moins disert, et pour cause. Propagande mise à part, le bilan est désastreux (voir encadré en p. 3) ... notre département est en tête du triste hit-parade des destructions d'emplois depuis plusieurs années, y compris dans ses « filières d'excellence » comme disent les manuels économiques « bien pensants ».

Dans ce domaine, les communistes et leurs élu-e-s ont le culot de vous dire M. le Président, que les salariés et leurs organisations syndicales ne vous ont pas attendus.

Depuis des mois ils se battent pour défendre et promouvoir leurs emplois industriels, portent des propositions crédibles, fiables, pérennes. C'est le cas entre autres des salariés de chez M'Real à Alizay et Sealynx à Charleval. Leur combat n'est pas vain puisque leurs propositions commencent à être prises en compte par Mme la Préfète de l'Eure. Nous nous en réjouissons. Dans le même temps nous resterons vigilants à la mise en œuvre concrète de ces mesures. Pour ce faire, les salarié-e-s de ces deux sites industriels savent qu'ils peuvent compter, aujourd'hui comme demain, sur la détermination des maires communistes de ces deux localités pour que les engagements pris ces derniers jours soient tenus.

Plus généralement, Monsieur le Président, vous nous dites aimer la Normandie... donc les Normands... Nous en sommes fort aise... mais que ne les écoutez-vous ! Ces dernières semaines elles et ils étaient des centaines de milliers à manifester du Havre à Dieppe, en passant par Evreux, Rouen, Cherbourg, Alençon... mobilisés contre votre loi scélérate sur nos conditions de retraites...

Mais non, *droit dans vos bottes* pour reprendre une expression chère à un de vos amis - que vous venez d'ailleurs de réintégrer dans votre gouvernement de combat - vous persistez et signez, sans le dire aussi crûment bien sûr : la crise je vais vous la faire payer !

Alors vous pouvez compter sur nous, les communistes, leurs élus, dans l'Eure comme ailleurs, pour travailler sans relâche au rassemblement le plus large possible - à l'image de l'exceptionnelle mobilisation populaire de ces dernières semaines - non seulement contre votre politique mais aussi pour construire avec nos concitoyens les bases de changements politiques fondamentaux qu'appellent la situation. Pour le dire plus simplement : faire passer leurs aspirations et leurs revendications de la rue aux urnes.

déclaration de la Fédération de l'Eure du PCF

Pour voter demain... il faut être inscrit sur les listes électorales aujourd'hui !

Vous avez jusqu'au 31 décembre pour effectuer cette démarche dans la mairie de votre domicile et/ou en cas de déménagement récent pour vérifier que vous êtes bien inscrit-e sur la liste de votre nouvelle commune, des mairies n'hésitent pas à radier les partants sans informer correctement les personnes concernées par cette radiation... Alors attention, évitez les mauvaises surprises !

Budget et « Grand Paris » au menu du conseil général

Les 8 et 9 décembre, le Conseil général a réuni ses élus pour une session consacrée essentiellement au budget 2011. Le jeudi matin, c'est le Grand Paris de Sarkozy et la position de l'Eure dans ce projet qui ont été débattus.

Avec 548 millions d'euros, le Département est une collectivité locale dont le poids économique et social est essentiel sur notre territoire. Faut-il rappeler les 38,6 % de son budget consacrés à l'action sociale (RSA, Aide Personnalisée Autonomie, Prestation Compensation Handicap...), la gestion des routes départementales, la gestion des collèges, les financements à destination des communes (mairies, salles des fêtes, équipements sportifs, écoles), les subventions aux associations et clubs sportifs ?...

S'il n'y avait que la crise économique, les recettes budgétaires du Département seraient déjà en baisse. A la crise vient s'ajouter des transferts réguliers de compétences de l'Etat vers les départements sans que le budget ne suive. De même, la disparition de la Taxe Professionnelle est un souci pour les communes, les départements et les régions car la Cotisation économique territoriale versée par l'Etat pour la remplacer peut elle aussi, à l'avenir, ne suivre ni l'inflation ni les besoins.

A quatre mois des élections cantonales, on aurait pu s'attendre à des attaques de la droite sur le budget. Il n'en a rien été. Par manque d'arguments, les élus de droite ont choisi d'attaquer la majorité départementale PS - PCF sur des compétences qui n'incombent pas au Conseil général ! Histoire de créer de la polémique et de noyer le poisson. Premier pétard mouillé avec Jean-Hugues Bonamy, doublure d'Hervé Maurey sur Bernay-ouest, qui a porté son attaque sur le dossier du haut-débit internet. C'est ensuite le manque de médecins dans notre département qui a été reproché à la majorité départementale. Mauvais calcul de la droite ! Marcel Larmanou, notamment, les a mis devant leurs responsabilités d'élus d'une majorité dont le



gouvernement accentue la désertification médicale en menaçant l'existence de l'hôpital public de proximité avec la réforme Bachelot et celle de la Sécu.

Gaëtan Levitre s'est à nouveau fait le porte-parole des salariés en lutte pour défendre l'emploi industriel en abordant la situation de Sealynx. Il a mis le doigt sur les responsabilités de l'Etat, actionnaire de Renault, sur le carnet de commande de Sealynx et a rappelé l'exigence des communistes d'un contrôle de l'utilisation des fonds publics versés aux entreprises par les salariés et leurs organisations syndicales.

Le dossier du Grand-Paris a permis à Marcel Larmanou de dénoncer, au nom des communistes, un projet qui vise à "pousser la ville capitale et ses périphéries dans la concurrence internationale entre les grandes métropoles, vitrines des milieux d'affaires". Face au "semblant de concertation" mené par l'Etat, il "faudra ... une forte mobilisation des élus et citoyens pour imposer un aménagement du territoire plus équilibré, irrigué par des réseaux de transports enfin rénovés et modernisés". Et il propose d' "imposer une véritable consultation sur l'ensemble de ce projet (...) avec toutes les assemblées locales concernées voire un référendum organisé avec la population." Un moyen fort d'associer les eurois à des choix qui les concernent.

Cette session du Conseil général aura levé le voile sur la stratégie de la droite en vue des élections cantonales de mars prochain : se dédouaner de toutes les décisions nationales et attaquer la majorité de gauche sur des sujets qui interpellent les eurois mais qui ne sont pas du ressort du Département.

Pour les communistes, la question de l'emploi reste au cœur des préoccupations des eurois. C'est aussi la colonne vertébrale d'un aménagement harmonieux de notre territoire, loin des politiques de casse de l'emploi, des services publics et des collectivités menées par la droite.

dépendance :

Alain Lethiais responsable départemental retraités avance les propositions de la CGT

Évolution législative des prestations d'aide :

1975 : création de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP)

1997 : Création d'une prestation spécifique dépendance (PSD) récupérable sur succession

2001 : Création de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) non récupérable sur succession

2004 : Avis favorable du Conseil économique et social en faveur d'une prise en charge collective des personnes en situation de handicap **quel que soit l'âge**

2004 : Mise en place de journée de solidarité, 2,2 milliards par an, et création de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

2005 : réforme de la loi de 1975 et création de la prestation compensatrice du handicap, destinée dans un premier temps aux adultes, elle devait être étendue aux moins de 20 ans dans les 3 ans, et au plus de 60 ans dans les 5 ans.

A ce jour, seuls les enfants bénéficient de son extension La perte d'autonomie doit relever de la solidarité nationale, donc de la Sécurité Sociale, et non de la solidarité familiale.

Mettre dans l'escarcelle du privé la prise en charge de la dépendance est un déni du concept d'égalité et de fraternité, fondateur de notre Constitution.

Il est inacceptable de contraindre la population à souscrire une assurance perte d'autonomie dès 50 ans... privée bien sûr.

Il est inacceptable de créer 2 tarifs d'allocation personnalisée d'autonomie (APA) selon que l'on accepte ou non la récupération sur le patrimoine qu'on laisse à ses enfants.

Au sujet de l'APA, dont peuvent bénéficier les plus de 60 ans en fonction du degré de perte d'autonomie (dépendance), il est bon de rappeler que son financement devait, à la base, s'équilibrer à 50% de la part de l'État et des conseils généraux, et qu'aujourd'hui, l'ÉTAT ne la finance qu'à 30%.

Il est tout autant inacceptable de créer une CSG à taux réduit à 3,8% pour ceux qui n'y étaient pas assujettis, car non imposables.

Aussi inacceptable, la proposition de soumettre les retraités à la retenue pour la journée de solidarité de 0,3%, pour commencer.

Quatre propositions de la CGT :

- **Définir un droit universel de compensation de la perte d'autonomie**
- **Création d'un comité d'évaluation**
- **Création d'un grand service public d'aide à la personne**
- **La prévention tout au long de la vie doit devenir une des dimensions de la politique nationale de la santé**

DEPENDANCE DANS L'EURE

575 000 habitants dans l'Eure dont 19 % de plus de 60 ans. Cette catégorie devrait représenter 32 % des eurois en 2030.

L'Aide Personnalisée Autonomie est versée aux personnes âgées de plus de 60 ans et nécessitant une aide. Dans l'Eure, 4 000 personnes bénéficient de l'APA à domicile et 3 000 de l'APA en établissement.

Pont-de-l'Arche : l'emploi au cœur de notre canton

La convention de revitalisation « Etat, M-real, Metsalitto » a été signée le 9 décembre à la Préfecture de l'Eure. A cette occasion, en début de semaine, Gaëtan Levitre, Conseiller Général de Pont-de-l'Arche, a tenu une conférence de presse sur les enjeux économiques locaux, le devenir et le développement des emplois industriels jusque dans la vallée de l'Andelle. Voici l'essentiel de son propos :

« ...Les entreprises de 1 000 salariés et plus, sont assujetties à une obligation de revitalisation lorsqu'elles procèdent à des licenciements collectifs affectant, par leur ampleur, l'équilibre des bassins d'emplois concernés. C'est le cas pour l'entreprise M-real qui vient de procéder à 94 suppressions d'emplois industriels. Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'une convention de revitalisation est mise en place sur notre secteur, et à chaque fois, les résultats ont été plus que nuancés, pour ne pas dire transparents pour notre bassin d'emplois. Nous en connaissons donc les limites. Cependant, la lutte des salariés d'M-real et de leurs organisations syndicales a permis que cette convention dispose d'un contenu différent. Si la somme modique réclamée à l'entreprise (400 000 euros) semble aléatoire, les objectifs visés sont très intéressants. Sont reprises dans cet accord les propositions faites par les salariés susceptibles de maintenir, de développer l'emploi et de pérenniser le site d'Alizay.

Les objectifs :

- Un projet de production de granulés de bois (fabrication de pellets).
- Un projet de centrale thermique à partir de Biomasse : nous savons que les discussions se poursuivent avec Poweo ou un éventuel repreneur. La Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a inscrit Alizay dans les projets retenus pour 2011. Il ne faut pas laisser passer cette opportunité, même si nous continuons de penser que EDF serait un meilleur partenaire pour porter cet important investissement. Affaire à suivre.

- Un projet de désencrage de papier.

- Un projet d'implantation d'une plateforme multimodale mutualisée (comprenant une étude de faisabilité et de coût de réhabilitation des postes à quai).

D'autres propositions alternatives non prises en compte dans cette convention sont toujours d'actualité. Je viens de les communiquer au Président de la Région Haute-Normandie sous forme de contribution



Gaëtan Levitre et Isabelle Viguerard candidats du FDG présentés par le PCF

dans le cadre des assises régionales de l'économie, de l'Industrie et de l'innovation qui se tiennent actuellement...

Les défis pour notre région sont donc très importants :

- Exploiter la forêt suppose de soutenir ses débouchés : constructions, transformation du bois, papeterie...
- L'exploiter durablement engendre une incitation aux propriétaires et sylviculteurs, des aides à la certification et une aide au remembrement.
- Veiller à l'équilibre des utilisations (bois, énergie, construction, emballage, papeterie). Le lieu le plus pertinent et le plus efficace pour assurer cette tâche est très certainement la Région.

Il faut également renforcer les centres de recherche et de développement pour explorer les applications de diversifications de la cellulose (pôles de compétences) :

- Chimie (poudre, explosifs, vernis, peintures...)

- Construction (matériaux isolants, poudre de bois...)

- Carburants type bioéthanol (une potentialité explorée pour M-real : pourquoi l'Etat ne solliciterait-il pas un grand groupe national comme Total pour porter ce projet ?)

- Viscose (Idem)

La demande de pâte existe en France puisque la balance commerciale est déficitaire. La rééquilibrer signifie une production de 1,5 million de tonne : un « enjeu bois » non négligeable.

La prise en compte de tous ces éléments est très importante pour le devenir du site d'Alizay.

Un site qui jouit d'une situation exceptionnelle avec la Seine, le Fer et la route.

D'ailleurs, peut-être pourrions-nous avoir l'ambition de travailler à l'élaboration d'un pôle d'excellence « bois-papier » ?

Ne pas baisser les bras

On peut très facilement imaginer les conséquences positives sur l'emploi qu'engendrerait la mise en place d'une telle diversification des productions. La lutte courageuse menée par les salariés de chez M-real n'a pas été vaine. **L'intelligence des travailleurs à proposer des solutions alternatives est aujourd'hui reconnue.**

Certaines d'entre elles sont reprises dans la convention Etat, M-real, Metsallito qui vient d'être signée. D'autres sont à gagner : elles viennent d'être soumises à votre information dans ce tract et ont été développées et envoyées aux assises régionales de l'industrie.

Libéralisme : 41 salariés sur le carreau à Sacquenville

C'est l'histoire d'une laiterie familiale en difficulté et reprise il y a quatre ans par des producteurs de lait et confrontée à un marché de plus en plus sauvage. La laiterie Di Benedetto s'était spécialisée dans la mozzarella qu'elle vendait auprès de pizzeria et de grossistes, essentiellement en Île de France. En difficulté, ce sont une cinquantaine d'éleveurs laitiers, essentiellement de l'ouest de l'Eure, qui ont relevé le défi de reprendre l'entreprise. L'effort était trop grand, les investissements élevés et, surtout, la concurrence féroce. La laiterie a fermé début novembre.

41 salariés se retrouvent au chômage et une trentaine d'éleveurs ont dû chercher en catastrophe un nouveau débouché pour leur lait. Certains se retrouvent en grande difficulté, s'étant portés cautions pour l'entreprise. Ce nouveau coup porté au tissu industriel de notre département suscite tout juste la compassion de Bruno Le Maire, pourtant ministre de l'agriculture, qui voit couler le bateau et se demande seulement où recaser les officiers. Tant pis pour l'équipage ! Car, si les agriculteurs ont trouvé où livrer leur lait (à prix plancher), les ouvriers, eux, pointent au chômage !

A vrai dire, Bruno Le Maire, c'est le pompier pyromane !

A Paris comme à Bruxelles, il défend une politique libérale qui donne tout pouvoir aux grandes entreprises privées, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Résultat : des cours du lait qui s'effondrent et des groupes laitiers qui se font la guerre à coups de prix bas sur les produits. La mozzarella est ainsi passée de 3,40 € le

kilo à 2,30 € sous les coups de grands groupes comme Lactalis.

Pour les communistes, les secteurs essentiels que sont l'agriculture et l'agroalimentaire pour la sécurité alimentaire et sanitaire de notre pays ne peuvent être laissés dans les mains du libéralisme. Défendre le revenu des agriculteurs, comme l'a fait André Chassaigne avec sa proposition de loi en novembre 2009, et lutter contre le pouvoir exagéré de la grande distribution dans la filière permettraient une meilleure répartition de la plus-value. Protéger les filières et débouchés locaux permettrait de soutenir les PME et entreprises artisanales. Mais pour cela, il faudrait une ambition agricole pour notre pays que n'a ni la droite française, ni l'Europe.

Le règne du libéralisme en ce domaine ce sont des éleveurs qui quittent le métier tous les mois, des salariés au chômage et l'une des dernières laiteries euroise qui ferme. Beau bilan monsieur le ministre de l'agriculture !

EXCLUSIONS : le bilan de Sarkozy et consorts dans l'Eure

Nombre de chômeurs : 124 000 en Haute-Normandie fin janvier (catégories A, B et C) ; 130 000 fin septembre dont 40 000 dans l'Eure. Taux de chômage : 9,8 % Evolution : + 1,8 % de chômeurs en 1 an. Bénéficiaires du RSA : 10 176 bénéficiaires du RSA en juin 2010 dont 8 650 n'ont pas d'activité professionnelle (ex-RMI) ; à comparer aux 6 800 bénéficiaires du RMI en 2004. La différence (1 523 personnes) correspond aux "travailleurs pauvres". Avec 1 million de chômeurs en fin de droit attendu d'ici à la fin de l'année en France, ce sont 1 000 personnes supplémentaires dans l'Eure qui devraient entrer dans ce système.